

Mariane Paviasen a le triomphe modeste. Par son opposition à un projet de mine de terres rares et d'uranium, cette Inuit de Narsaq, dans le sud du Groenland, contrôleuse d'hélicoptère de son état, est pourtant à l'origine des élections anticipées qui se tiennent mardi 6 avril dans ce territoire autonome danois grand comme quatre fois la France pour une population de 56 000 habitants, dont une grande majorité d'Inuits. « Les gens en parlent comme de l'élection de l'uranium. Mais tant que l'élection n'est pas gagnée, rien n'est joué », dit Mariane Paviasen, elle-même candidate pour Inuit Ataqatigiit, le parti de gauche favori dans les sondages devant Siumut, le parti social-démocrate du premier ministre, Kim Kielsen.

Traditionnellement, lors des élections groenlandaises, ce sont les questions sociales qui sont à l'ordre du jour comme le manque de Groenlandais suffisamment éduqués ou le mal-être des enfants victimes d'abus. On débat également du développement de deux aéroports pour accueillir plus de touristes, ainsi que de la pêche qui est à ce jour la principale source de revenus du « Pays vert » à côté de l'argent versé par le Danemark. Mais cette élection est atypique.

Le point de fixation est un projet de mine riche en terres rares et en uranium à quelques kilomètres seulement de la petite ville de Narsaq, à peine plus de 1 000 habitants, dans l'extrême sud du pays. On accède à la montagne qui domine le fjord en traversant une vallée où des agriculteurs cultivent des patates et élèvent des vaches.

Cette région, comme le reste du pays, regorge de minerais qui attirent depuis des années l'attention de compagnies étrangères, chinoises notamment. C'est le cas du projet de mine de Kvanefjeld (Kuannersuit, en groenlandais).

Lors du débat télévisé du 30 mars sur la chaîne groenlandaise KNR, la première question à laquelle les têtes de liste devaient répondre était si 500 kilos d'uranium extraits par an de Kvanefjeld seraient un volume acceptable, soit la quantité souhaitée par la compagnie australienne Greenland Minerals, dont le principal actionnaire est la firme d'Etat chinoise Shenghe Resources Holding.

En 2013, au lendemain d'un vote du Parlement groenlandais permettant l'exploitation de l'uranium, Mariane Paviasen avait fondé avec un petit groupe de femmes de Narsaq l'association *Urani Naamik* (« Non à l'ura-

nium »). A force de manifestations et de courriers, elle a fini en début d'année par rallier des élus du parti du premier ministre qu'elle a transformés en frondeurs, précipitant la chute du gouvernement de coalition.

« Si on gagne le 6 avril, on arrêtera le projet dès que possible », affirme aujourd'hui Mariane Paviasen. Selon elle, une partie du problème est que le principal actionnaire est une compagnie d'Etat chinoise : « Quand vous regardez la façon dont ils se conduisent dans le tiers-monde, ils polluent avec les mines qu'ils exploitent. » Beaucoup de Groenlandais sont contre ce projet car il s'agit de minéraux dangereux pour la santé et l'environnement, or Narsaq est la seule zone agricole du Groenland avec des éleveurs de moutons dans la vallée, au pied de la montagne de Kuannersuit. « Et je ne pense pas, comme certains le disent, que cette mine ouvrirait la voie vers l'indépendance, analyse Mariane Paviasen. Ça ne ferait que nous rendre dépendants des compagnies minières. »

Un impact international

Un point de vue partagé par Mikkel Myrup, président de l'association de protection de l'environnement Avataq à Nuuk : « On nous disait que le monde avait besoin de terres rares pour produire de l'énergie verte et que la production et le commerce des terres rares étaient monopolisés par les Chinois. L'un des arguments pour nous convaincre d'accepter le projet de Greenland Minerals était donc que nous devions briser le monopole chinois et trouver des ressources ailleurs qu'en Chine, comme ici au Groenland. Ironiquement, ce projet est maintenant aux mains des Chinois. »

Ce fossé entre les intentions déclarées des puissances occidentales face l'entrisme que pratique la Chine dans l'Arctique, l'ex-premier ministre groenlandais Kuupik Kleist, l'a constaté lorsqu'il était au pouvoir, entre 2009 et 2013. Il se souvient des rencontres avec la Commission européenne, avec des représentants des Etats-Unis, avec le gouvernement danois et d'autres gouvernements européens, ainsi qu'avec la Chine. « Si vous parlez des pays qui investissent dans des projets au Groenland, note Kuupik Kleist, vous voyez des entreprises canadiennes et australiennes qui investissent, et puis vous voyez l'intérêt des Chinois. Mais aucun investissement américain, aucun investissement européen. Et je leur dis toujours : il n'y a qu'une seule façon d'empê-

Ombres chinoises sur les élections au Groenland

Les polémiques sur l'exploitation d'une mine constituent le principal enjeu des élections

cher l'argent chinois au Groenland, c'est d'investir soi-même. Mais jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons vu aucun investissement américain ou européen.»

C'est ce qui rend cette élection si particulière. « Elle n'a pas grand-chose à voir avec l'indépendance ou la politique étrangère, explique Ulrik Pram Gad, de l'Institut danois d'études internationales. On y débat de questions très locales, mais son issue peut avoir un impact international avec la question de cette mine de terres rares et d'uranium. »

Pour Mariane Paviasen, c'est « l'élection la plus importante qu'on ait jamais eu au Groenland. Greenland Minerals veut nous faire croire qu'il faut exploiter ces terres rares pour permettre la transition écologique et rendre l'Europe plus verte, mais ça ne peut pas être une bonne méthode de détruire un pays pour en rendre un autre plus propre ». ■

OLIVIER TRUC



LE MONDE -

- 4-04-2021